
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 17/2 (1990)

DOI: 10.11588/fr.1990.2.54173

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Index (S. 235 bis 242), der allerdings im geographischen Bereich einige Lücken aufweist. Aus der Beilage A erfährt man, daß der Haushalt des Prinzen in seinem Todesjahr 418 Personen umfaßte, entsprechend der politisch-diplomatischen Fragestellung des Buches geht der Verfasser auf die Beilagen im Text aber nicht näher ein.

Ilja MIECK, Berlin

Heinz SCHILLING (Hg.), Die reformierte Konfessionalisierung in Deutschland. Das Problem der »Zweiten Reformation«, Gütersloh (Gerd Mohn) 1986, 480 S. (Wissenschaftl. Symposion des Vereins für Reformationsgeschichte 1985).

A une recherche délibérément empirique, soucieuse d'abord de définir un *corpus* dont il faudra intégralement rendre raison, au prix d'un incessant »bricolage« conceptuel, on peut sans peine opposer une approche où le travail sur le terrain est perçu comme la vérification, un peu ennuyeuse et malheureusement indispensable, de concepts préalablement définis. La publication des Actes du colloque de Reinhausen (2-5 octobre 1985), consacré à la mise en place de la confession réformée en Allemagne, apporte un très beau témoignage sur la vigueur de cette tradition historiographique, sur sa pertinence et sur ses limites.

Il faut donc commencer par la lecture du rapport préliminaire – »La »seconde Réformation«, catégorie de la science historique« – rédigé par Heinz SCHILLING, maître d'œuvre talentueux de ce colloque et de cette publication (p. 387-437). On appellera »Réformation seconde« ce mouvement qui conduit un certain nombre de territoires et de villes, soit déjà acquis au luthéranisme, soit encore d'obédience catholique, à adopter le calvinisme pour confession officielle. On le situera dans les deux dernières décennies du XVI^e siècle et les deux premières du XVII^e siècle, avec pour *terminus ad quem* le synode tenu à Dordrecht en 1619. En référence bien sûr à la »première Réformation« luthérienne ou anabaptiste des années 1520-1540, mais aussi aux deux périodes qui suivirent: celle des années 1540-1570, marquée par un amoindrissement des orthodoxies et des identités confessionnelles; celle des années 1570-1580, caractérisée par la crise du philippisme (plus particulièrement étudié par E. KOCH, p. 60-77) et l'accentuation des identités confessionnelles, que ce soit celle du catholicisme contre-réformateur, appuyé sur une Espagne conquérante, que ce soit celle du luthéranisme, renouvelée par le remplacement de la »génération d'Augsbourg«.

C'est un mouvement de dimension européenne qui s'étend de l'Ecosse à la Bohême, en passant bien sûr par le Saint Empire. Il est inséparable de la consolidation du pouvoir de l'Etat. Il n'a d'ailleurs pas l'aspect »populaire« qu'avait pu avoir la »première Réformation« et il est toujours le résultat d'une décision prise par l'autorité territoriale ou municipale. Cette confessionnalisation par le haut ne se réduit cependant ni à sa formulation théologique ni à son expression politique. Véritable phénomène d'acculturation, en ce sens que l'on passe d'une transformation du savoir théologique à une mutation des pratiques religieuses, il ressortit donc aussi à l'histoire sociale et à l'histoire culturelle, pour peu que l'on analyse également les agents et les effets de ces transformations.

Cette définition précise et non réductrice est complétée et nuancée par une mise au point juridique de M. HECKEL. Ce dernier souligne d'une part que le calvinisme n'est pas reconnu *de jure* dans le Saint Empire avant 1648, d'autre part qu'il constitue une neutralisation des potentialités conflictuelles de la biconfessionnalité entérinée par la diète d'Augsbourg en 1555. Pour cette raison, il vaut mieux parler selon lui de »confessionnalisation« que de »seconde Réformation« (p. 11-43). De son côté, J. F. G. GOETERS a rédigé un commode rappel de la genèse (voir les tableaux chronologiques des p. 46-47 et 48-51), des formes et des thèmes principaux (en particulier la cène et l'institution du consistoire) de la confession réformée en Allemagne (p. 44-59).

C'est sur cette base que dix contributions entreprennent de vérifier la pertinence du concept

de ›Réformation seconde‹, en parcourant l'Allemagne du duché de Deux-Ponts et du Palatinat au Brandebourg et à la Saxe électorale, en passant par le Wurtemberg et la Hesse, la Hesse-Kassel, les comtés de Westphalie et ceux de Wetterau, sans oublier un détour par la Suède et les villes de Danzig, Elbing et Thorn.

A première vue, le concept proposé par H. Schilling semble opératoire. La ›seconde Réformation‹ est bien imposée par en haut: ainsi l'électeur de Saxe Christian I^{er} (1586–1591) ou le duc de Deux-Ponts Jean I^{er} (1560–1594), qui brise la résistance des populations, des universitaires et des pasteurs; ainsi les comtes de Lippe, de Nassau-Dillenburg ou de Sayn-Wittgenstein; ou encore les patriciens des villes hanséatiques qui, alliés aux gradués des universités, imposent leur volonté aux populations urbaines et aux pasteurs.

Elle est bien également le fait de nouvelles forces sociales – entourage du prince, professeurs d'université (encore qu'il ne faille pas sur ce point négliger les luttes identitaires que peuvent mener l'une contre l'autre deux universités concurrentes, comme celle de Marburg et son challenger Giessen) et gradués – qui affirment leur pouvoir face à l'homme de la rue et aux clercs. Sur ces points d'ailleurs, de nouvelles études seraient souhaitables pour mieux faire sortir de l'ombre ces nouveaux agents du changement, pour prêter une plus grande attention aux protestations populaires (comme celles de Leipzig, en 1591), ou pour mieux mesurer les résultats politiques de ces changements.

A y regarder de plus près cependant, bien des problèmes subsistent. Le cas de la Saxe électorale ou celui, très bien documenté par G. MENK (p. 154–183), de la Hesse-Kassel montrent que la ›seconde Réformation‹ n'a pas détruit le substrat luthérien qui, dans ce dernier exemple, a pu coexister avec le calvinisme. En ce sens, elle a pu ouvrir les chemins de la tolérance, comme en témoigne l'exemple de Johann Sigismund, électeur de Brandebourg qui, converti au calvinisme en 1613, renonce à imposer son choix à ses sujets.

Bastion du luthéranisme, vivifié par les universités de Tübingen et de Stuttgart, le cas du Wurtemberg à l'époque du duc Christophe (1550–1568), fait par ailleurs la preuve que les institutions issues de la ›première Réformation‹ étaient tout à fait capables de se renouveler et de manière très comparable au modèle calviniste qu'est le Palatinat (en place bien avant le temps de la ›seconde Réformation‹). Il y a tout lieu de penser, comme l'ont suggéré plusieurs participants du colloque, qu'on retrouverait une évolution identique – renforcement et modernisation de l'appareil étatique, accroissement et rationalisation du contrôle des populations – dans un état catholique comme la Bavière. Rien ne prouve en revanche, à en croire H. KLUETING, qui s'oppose directement à H. Schilling sur ce point, que l'on puisse déceler cette évolution dans le comté de Lippe, pourtant passé au calvinisme.

Deux des cinq contributions thématiques de la troisième partie accentuent cette remise en question de l'outil conceptuel proposé par H. Schilling. Commencé avant la ›première Réformation‹, le développement du contrôle des populations, qu'il s'agisse des mœurs (P. MÜNCH, p. 291–307) ou des manières de penser façonnées par l'école (G. SCHORMANN, p. 308–316, auquel il faut opposer cependant de sérieuses réserves méthodologiques), dépasse largement les frontières confessionnelles, même s'il joue à l'intérieur des différentes confessions un rôle éventuellement différent.

Faut-il pour autant se rallier à la conclusion radicalement négative tirée par W. H. NEUSER, qui propose purement et simplement de renoncer à ce concept, accusé de masquer l'unité fondamentale de la Réformation, sinon de faire obstacle à l'unité des chrétiens (p. 379–386)? Avant de se décider, et pour en revenir à une argumentation plus familière aux historiens, il faut lire les trente pages de discussion (p. 439–467) qui à elles seules légitimeraient ce colloque et justifieraient cette publication. Rarement en effet, il est donné d'assister à un tel approfondissement dans la discussion et à une telle capacité d'écoute de la part d'un organisateur.

On se doute que la réponse de ce dernier va à l'encontre de la proposition de W. H. Neuser. Mais au prix d'un remarquable effort pour nuancer la définition originelle et relativiser la spécificité de la ›seconde Réformation‹. Sans doute faut-il aller plus loin encore. A une analyse

qui privilégie l'affirmation confessionnelle, s'interdisant d'emblée toute possibilité de comparaison et reprenant à son compte *volens nolens* le discours dominant, on serait tenté de préférer une approche des *pratiques*. Ce qui suppose le recours à d'autres types de sources (testaments, archives judiciaires, sermons funéraires etc.). Ce qui oblige à ne considérer le facteur confessionnel que comme l'un des facteurs possibles de différenciation, quitte à mettre en évidence sa prégnance dès lors qu'il est *intériorisé* par les populations, comme dans la ville d'Oppenheim (P. Zschunke) ou dans la cité d'Augsbourg (E. François).

Bien loin de devoir être mis au rebut, le concept proposé par H. Schilling paraît d'autant plus opératoire que pour avoir servi il a déjà été modifié. Il ne reste plus qu'à cesser de le considérer comme un théorème à vérifier coûte que coûte, mais comme un des instruments de travail possibles pour rendre raison des sociétés de l'Europe moderne.

Gérald CHAIX, Göttingen

David BUISSERET, Bernard BARBICHE, Les oeconomies royales de Sully, 1595–1599. Tome II, Paris (Société de l'Histoire de France) 1988, XXII–410 S.

»Also hat König Heinrich der Vierte in Frankreich die Seidenmanufaktur auch gegen die Meinung seines Duc de Sully (welchen doch gewiß niemand weder Unverstandes noch Untreu bezüchtigen wird), durch selbst eigene unmittelbare Obsicht und Handlung in sein Königreich eingeführt, wie die Memoires ermeldten Herzogens hin und wieder zeigen« (Ph. W. Hörnigk, Österreich über alles, wenn es nur will, 1. Ausgabe 1684, hier nach der Edition von G. Otruba [= Österreich-Reihe Bd. 249/251], Wien 1964, 60–61).

Dieses Zitat eines deutschen Merkantilisten knapp hundert Jahre nach dem Wirken Sullys hebt zwei Momente des zu besprechenden Werkes heraus: zum einen relativiert es die nach Sully umfangreiche und originäre Bestrebung nach Ordnung der königlichen und damit staatlichen Finanzen in einem Detail; zum anderen zeigt es die fortwirkende Beispielgeltung von Sullys Maßnahmen im finanztechnischen Bereich eines »Staatshaushalts«. Doch was macht die in autobiographischer Form geschriebenen Memoiren Sullys für Finanz- und Staatsexperten so beispielgebend?

Eine Antwort darauf findet sich in dem weitschweifigen Titel des Werkes selbst: »Mémoires des sages et royales oeconomies d'estat domestiques, politiques et militaires de Henry le Grand, l'exemplaire des roys, le prince des vertus, des armes et des loix, et le père en effet de ses peuples françois, et des servitudes utiles obéissances convenables et administrations loyales de Maximilien de Bethune, l'un des plus confidens, familiers et utiles soldats et serviteurs du grand Mars des François, dediez à la France, à tous les bons soldats et tous peuples françois«.

Der vor 18 Jahren, also 1970, ebenfalls von Buisseret/Barbiche edierte erste Band der Memoiren, der die Jahre 1572–1594 umfaßt, gibt in seiner Einführung manche Handreichungen zur Erläuterung des Titels. Da wird nämlich zu Fragen der Autorschaft (S. XIV Anm.), zur Charakterisierung der Quelle (S. XVI), zur Darlegung des Begriffs »oeconomies« (S. XXII Anm.), und zur Zielrichtung der Memoiren (S. XXVI–XXVII) eine Antwort versucht. Neben den Editionsgrundsätzen (S. XXVII–XXXII), die übrigens auch für den zweiten Band gelten, besticht der 1988 erschienene Band vor allem durch eine »table des matières«, die einen vielschichtigen Einblick in Sullys Werdegang (1595–1599) in überschaubarer Form liefert.

Das zunehmend intimer werdende Verhältnis zwischen König Heinrich IV. und »seinem« Duc de Sully steht hier in einem latenten Spannungsgegensatz mit den persönlich-religiösen Anschauungen. Man ist bei dem aus politischen Gründen zur Konversion geneigten Heinrich in diesem Zusammenhang versucht, von einem um Popularität ringenden König zu sprechen, während Sully seiner Glaubenssache treu bleibt, sich aber als ausgezeichnete Fachmann, vor allem in Finanzfragen, dem König unentbehrlich zu machen weiß.

Im Zuge der siegreichen Durchsetzungsstrategie Heinrichs IV. gegen innenpolitische